



---

Frédéric Baranger  
Pôle Economie et Développement  
Centre d'Analyse et de Publications (CAP)

28 Juillet 2011

Table ronde mensuelle de l'Institut Amadeus

## DEFICIT PUBLIC : LE MAROC DANS LA TOURMENTE ?

Le mardi 12 juillet, l'Institut Amadeus a décidé de revenir sur l'un des grands enjeux de la stabilité économique et financière du Maroc en consacrant sa session de travail mensuelle à l'épineuse question du déficit public.

Depuis trois mois, de nombreux observateurs ont commencé à s'alarmer d'un éventuel dérapage des comptes publics marocains. Le solde budgétaire s'est en effet nettement détérioré en 2010. A la fin de l'année, le déficit budgétaire atteignait quelques 35.2 milliards de dirhams, soit plus du double (+121.9%) de celui enregistré en 2009. Le déficit budgétaire s'est ainsi élevé à 4.6% du PIB en 2010, contre 2.2% en 2009.

Pire, sous la double pression de l'environnement international et du climat politique interne, le déficit pourrait dépasser les 6% du PIB en 2011.

### **L'effet « printemps arabe »**

Dans un contexte régional incertain à la fois en raison du « printemps arabe » et de la crise de la dette en Europe, l'inquiétude sur le budget de l'Etat marocain est d'abord liée aux risques conjoncturels.

Comme le souligne Nadia Lamili Rédactrice en chef de la revue *Economie et Entreprises*, l'explosion des charges de personnel et de la compensation constituent les deux *poudrières* qui menacent la stabilité des comptes publics marocains.

Depuis Janvier 2011, le pacte social, pilier de la politique du gouvernement El Fassi, a contraint le Premier ministre à accorder toujours plus de largesses pour combler le « déficit social ». La revalorisation des salaires des fonctionnaires de 600 dirhams nets et le relèvement du quota de la promotion interne dans la fonction publique coûteront quelques 8 milliards de dirhams supplémentaires au contribuable marocain. La réévaluation de 10% du salaire minimum (à compter du 1er juillet 2011) et le relèvement du niveau minimal de retraite (à 1 000 dirhams nets), tant dans le public que dans le privé, devraient également peser sur les comptes publics.

A cela, il faut ajouter la très probable explosion des dépenses de compensation pour l'année 2011. De l'aveu même de Zakaria Arifi, Chef du service en charge de la caisse de compensation au Ministère de l'Economie et des Finances, l'augmentation exponentielle des dépenses de compensation constitue « un grand risque pour le budget de l'Etat » à terme sans réforme profonde. Rien que pour la partie énergétique, la loi de finance 2011 avait été établie sur la base d'un baril à 75 USD ; à la fin mai, le prix moyen du baril sur les cinq premiers mois de l'année se situait plutôt aux alentours de 98 USD. Et rien ne laisse entrevoir que son cours pourrait à nouveau baisser. Ne serait-ce qu'en faisant l'hypothèse d'un baril stable autour de 95 USD sur le reste de l'année, les charges de compensation pourraient atteindre 42 milliards de dirhams en 2011, soit 25 milliards de dirhams de plus qu'initialement prévu.

Selon une étude de la direction Recherche et Analyse du groupe AWB Capital Markets, les dépenses budgétaires additionnelles devraient ainsi s'élever à quelques 28 milliards de dirhams. Tout égal par ailleurs, le déficit grimperait alors à 6,8% du PIB, du jamais vu depuis les déficits records des années 80.

Plus préoccupant encore, c'est la perspective de long terme du Maroc qui semble incertaine, eu égard la dégradation continue de sa balance commerciale depuis 2009. Selon l'économiste Driss Benali, le Maroc paie aujourd'hui ses choix des années 80. Le Royaume avait misé sur l'avantage comparatif simple, en se spécialisant dans le secteur du textile. En ouvrant largement son marché intérieur sur le monde avant d'y avoir préparé son économie, il s'est retrouvé submergé par l'offre de pays plus compétitifs.

Face aux économies asiatiques plus productives, plus compétitives et bénéficiant de monnaies largement sous évaluées, le Maroc aurait dû faire d'une manœuvre hautement qualifiée sa principale valeur ajoutée sur le marché mondial. L'investissement dans le capital humain reste pourtant aujourd'hui sa principale faiblesse.

Pour Zakaria Arifi, le Royaume du Maroc s'est comporté depuis des années « en producteur de pétrole ». La libéralisation des échanges commerciaux a mené à des importations à tort et à travers, à l'opposé de ce qu'a pu faire le voisin tunisien. La politique des prix mène quant à elle à une mauvaise utilisation des matières premières.

Driss Benali souligne ainsi que la faible productivité du Royaume demeure son principal point faible ; et il ne saurait y avoir de compétitivité sans productivité. Pour lui, la situation peut ainsi se résumer en une phrase : « Pour le Maroc, s'ouvrir, c'est s'offrir ».

### **Nuance**

Il y a pourtant des raisons de rester positif. Pour une part, comme le souligne Abdelslam Seddiki, économiste membre du bureau politique du PPS, le Maroc a en partie tiré son épingle du jeu de la crise économique mondiale grâce aux dépenses publiques et à l'intervention de l'Etat. Pour lui, la partie structurelle du déficit du Royaume ne dépasserait pas les 3,5%.

Il explique également qu'en s'arrêtant aux chiffres *officiels*, les observateurs manquent de prendre en compte l'économie informelle qui représenterait de 25% à 30% de la richesse nationale marocaine. Si l'économie informelle était comptabilisée, le déficit serait plus proche des 2% que des 4,5% actuels.

Pour lui, il ne faut enfin pas tant de s'arrêter au montant des déficits qu'à l'usage qui en est fait. Mamoun Tahri Joutei, Directeur de la recherche à la BMCE, explique ainsi que le Maroc a lourdement investi pour renforcer sa compétitivité. Il en veut pour preuve le port de Tanger Med qui a placé le Maroc sur la carte mondiale du transport maritime. En investissant lourdement, l'Etat – qui représente les deux tiers des investissements au Maroc – a pris le relai d'un secteur privé trop timoré. Pour lui, il faut laisser au Maroc le temps de récolter les fruits de ses efforts. La situation deviendra réellement inquiétante si la position commerciale du Royaume ne se renforce pas d'ici 2013/2014.

A court terme, l'augmentation des dépenses ne sera pas sans conséquence sur l'économie marocaine. Le HCP prévoit ainsi un impact sur la compétitivité des entreprises, aussi bien au niveau national qu'à l'export. Les conséquences seraient négatives pour l'investissement (jusqu'à -3,5% en 2015), et pénaliseraient la croissance marocaine sur une échelle de l'ordre de 0,13% en 2012 à 1,26% en 2015. En termes d'emploi, le HCP estime les pertes à 200 000 d'ici à 2015.

De là à en conclure que le Royaume est condamné à s'enfoncer dans une spirale déficitaire incontrôlable, il n'y a qu'un pas. Les intervenants appellent pourtant à la prudence. Le gouvernement marocain dispose encore de marges de manœuvre pour limiter les déficits à court terme.

La cession de parts dans certaines entreprises publiques devrait apporter un bol d'air aux finances publiques. La vente de 7% du capital de Maroc Télécom, l'opérateur historique, devrait rapporter au moins 8 milliards de dirhams. En bradant ses plus belles entreprises - cession également de 20% de la Banque Populaire pour 5 milliards de DH, et plus récemment de la Société Sels de Mohammedia pour 655 millions de DH-, le gouvernement s'est acheté un temps de répit. Mais il est clair que cela ne constitue pas une solution de long terme. Selon Driss Benali, autant de privatisations témoignent plutôt de la fragilité de l'économie.

Badr Alioua, Directeur de la gestion d'actifs à Attijariwafa Bank, souligne que pour contenir le débordement, le gouvernement pourrait être tenté de jouer sur des postes moins visibles du budget de l'Etat ; à commencer par les investissements du budget général, pour lesquels le Royaume a provisionné quelques 48 milliards de dirham en 2011, un record historique.

Il ne faut pas non plus négliger le potentiel en termes de recettes supplémentaires et de capacités à réaliser des économies. D'après le HCP, l'augmentation des salaires aura un effet sur le pouvoir d'achat des ménages et donc sur la consommation ; celle-ci pourrait enregistrer environ 0,8 points de croissance supplémentaire jusqu'en 2015. Une stratégie classique de stimulation de l'économie par la demande qui fait doublement sens, puisque la consommation intérieure reste aujourd'hui l'une des locomotives de la croissance marocaine et constitue près de la moitié du PIB national.

Selon le département recherche d'Attijariwafa Bank, le gouvernement peut également espérer récupérer une partie de son surplus de dépenses sous

forme de revenus de TVA supplémentaires. En croissance de 6% depuis le début de l'année et conjugués à une récolte agricole qui s'annonce exceptionnelle, les revenus de la taxe sur la valeur ajoutée pourraient rapporter jusqu'à 2 milliards de dirhams de plus que ce qui a été budgétisé. L'impôt sur les sociétés, dont le montant collecté était en hausse de 15% sur le premier trimestre, pourrait également contribuer à ramener près d'un milliard de dirhams de recettes supplémentaires sur l'année.

Il en conclut que les rééquilibrages budgétaires, les excédents de recettes et des mesures d'économies devraient permettre de couvrir environ 20 des 28 milliards de dirhams de dépenses additionnelles. Dans cette hypothèse, le déficit serait stabilisé à 4,5% du PIB en 2011, alors que l'endettement progresserait sensiblement au-dessus de la barre des 50% du PIB. Un scénario qui est loin de faire l'unanimité parmi nos panelistes ; mais qui a le mérite de montrer qu'il reste des marges de manœuvre certaines.

### **Pistes d'avenir**

Difficile de dégager un consensus tranché quant à l'évolution future des comptes publics. Si ce n'est pour s'accorder sur le fait que prévoir leur évolution pour les deux années à venir relève de la lecture dans une boule de cristal.

A moyen terme, le Royaume devra trouver des solutions pérennes à la stabilité de ses comptes publics.

Les débats ont mis en avant trois pistes qui devraient guider la réflexion des décideurs politiques marocains :

1. Une rationalisation –autrement dit une réduction- des dépenses de fonctionnement et ensuite d'investissement dans certains secteurs. Le développement du budget de l'investissement global du Royaume a connu une croissance exponentielle depuis 2009, passant de quelques 135 milliards de dirhams en 2009 à 167 milliards dans la loi de finance 2011, soit une augmentation de 23% en deux ans. Préserver les équilibres en rognant sur les dépenses d'investissement pourra néanmoins se révéler extrêmement préjudiciable pour la croissance future.
2. Réorganiser la solidarité nationale pour garantir davantage d'équité et une meilleure redistribution des richesses. Au jour d'aujourd'hui, le

modèle social du Maroc est devenu incompatible avec son modèle productif.

Cet effort devrait avoir deux composantes :

- La réforme de la Caisse de Compensation qui bénéficie aujourd'hui autant aux populations nécessiteuses qu'aux plus favorisées. La compensation du prix de l'essence est citée comme l'exemple de distorsion le plus flagrant.

Comme le souligne l'économiste Nadia Salah, le système actuel soutient des modes de production dont on ne sait pas si ils sont productifs ou non et vise essentiellement à calmer les attentes de la population.

Des efforts ont été faits : entre 2004 et 2008, huit révisions des prix sont intervenues. Mais compte tenu de l'évolution des dépenses depuis 2010, il est devenu évident que cela ne suffira pas.

L'essentiel des dépenses de compensation doit être redirigé vers les populations vulnérables afin d'optimiser les efforts du Maroc dans la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, Bouchra Benhida, professeur universitaire à l'ESCA, propose de rapprocher la compensation de ses bénéficiaires en confiant la gestion des subventions aux collectivités territoriales.

- Une augmentation des recettes au moyen d'une réforme de la fiscalité. Les recettes fiscales représentent aujourd'hui 23,5% du PIB du Royaume. Combinée à des mesures de soutien à l'économie domestique –tels que le plan Rawaj en soutien au secteur commercial– et à une accélération de la *formalisation* de l'économie, le Maroc pourrait espérer augmenter ses recettes d'environ 20 à 50 milliards de dirhams par an.

3. Financer les investissements d'avenir par l'emprunt sur les marchés internationaux. Sur la base d'une croissance soutenue, le Maroc dispose de capacités d'emprunt supplémentaires.

Chantier prioritaire s'il en est, l'éducation devra faire l'objet de toutes les attentions pour améliorer l'attractivité du Royaume.

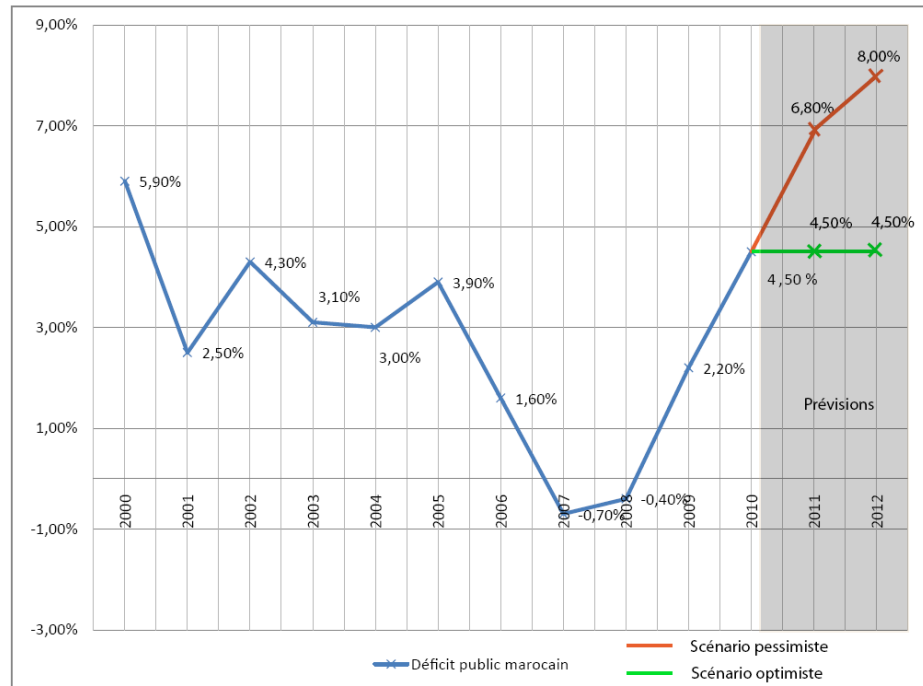
La tension budgétaire intervient au plus mauvais moment. Si les pistes de réformes sont connues, les mettre en œuvre dans une société traversée par une immense fracture sociale est extrêmement difficile.

Une seule chose est sûre : les marges de manœuvre d'un futur gouvernement marocain seront extrêmement limitées. Il devra concilier promesses électorales avec un impératif de soutenabilité budgétaire ; un mélange qui fait rarement bon ménage.



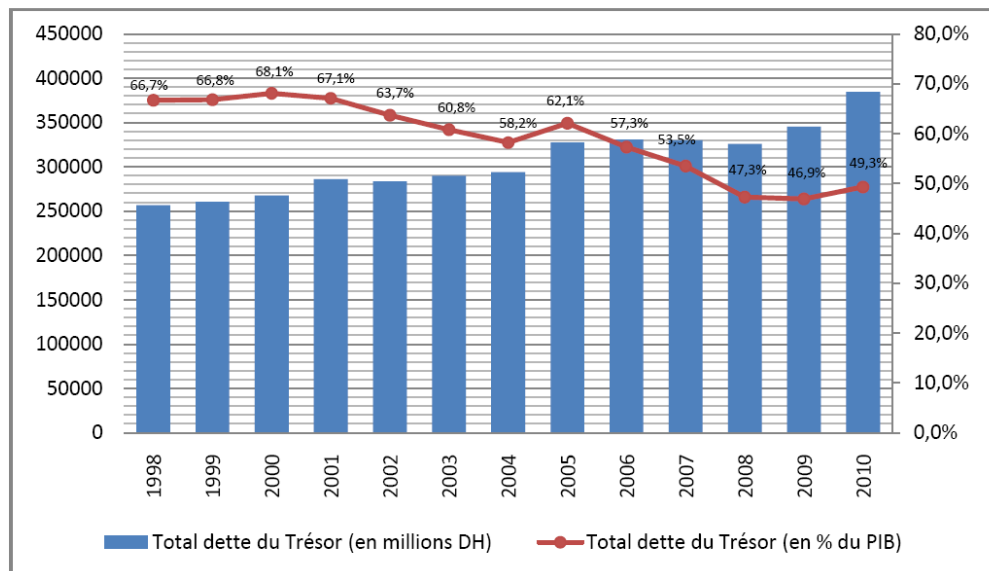
### Graphique 1 – Déficit public marocain (en % du PIB)

Source : Ministère de l'Economie et des Finances



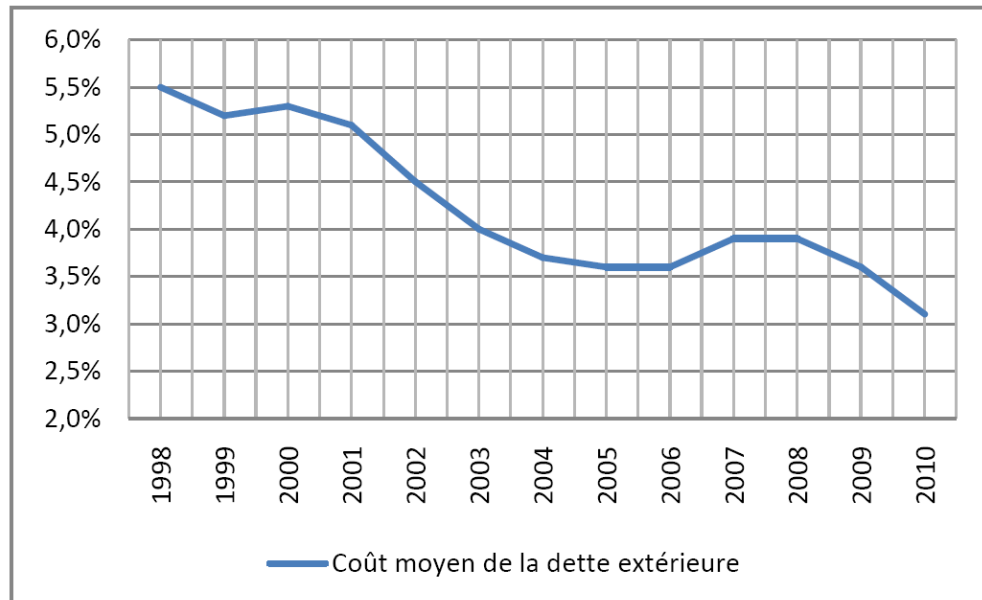
### Graphique 2 – Dette du Trésor marocain

Source : Ministère de l'Economie et des Finances



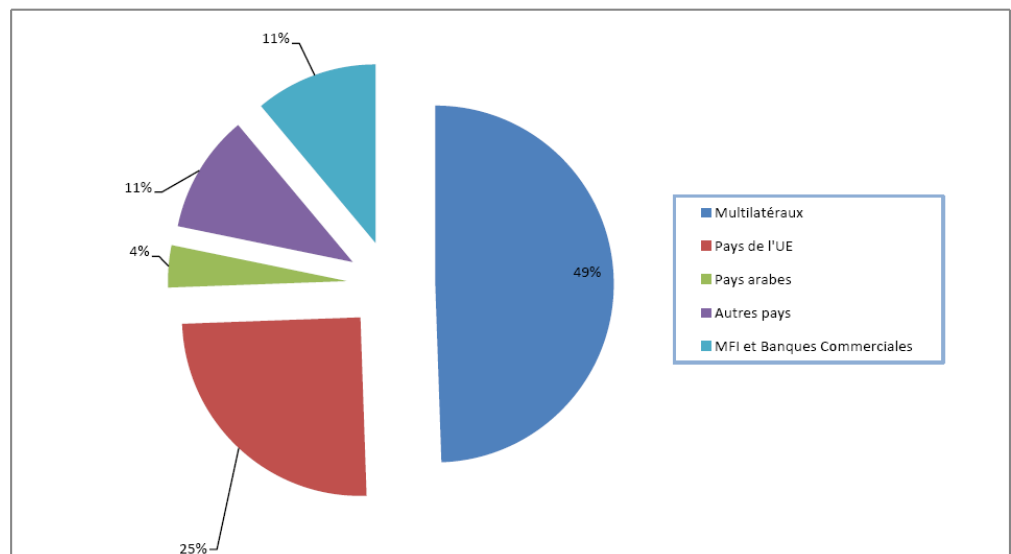
### Graphique 3 – Coût moyen de la dette extérieure

Source : Ministère de l'Economie et des Finances



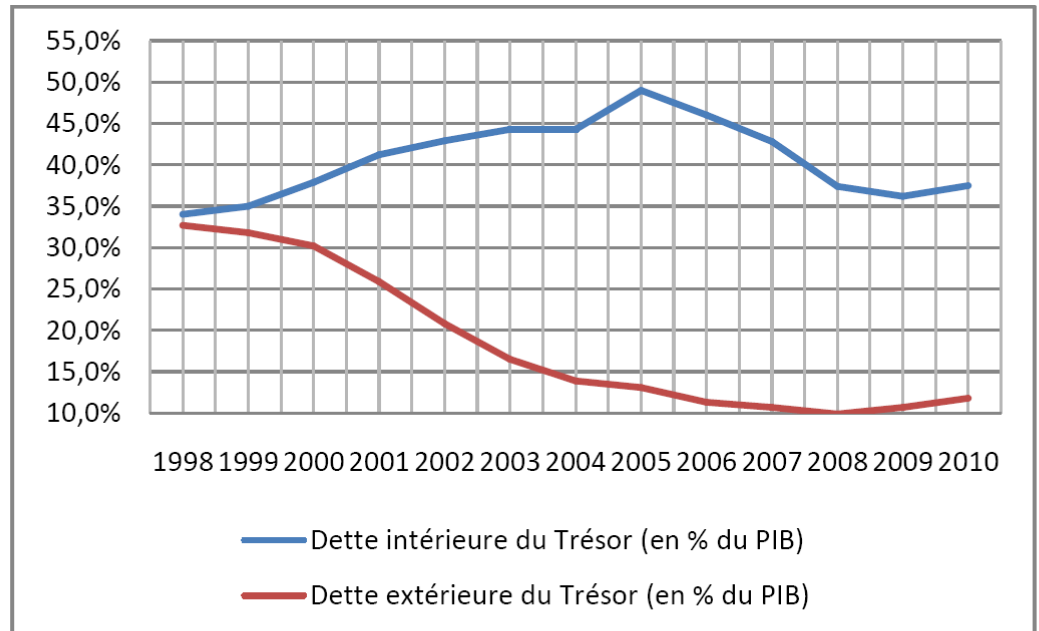
### Graphique 4 – Structure par créancier de la dette publique extérieure marocaine

Source : Ministère de l'Economie et des Finances



**Graphique 4 – Dette intérieure vs. Dette extérieure du Trésor (en % du PIB)**

Source : Ministère de l'Économie et des Finances



A lire aussi :

- « *Simulation d'impact de l'augmentation des salaires du personnel de l'administration publique et du SMIG et du SMAG dans le secteur privé* », Haut Commissariat au Plan du Royaume du Maroc
- « *Point de conjoncture* », Institut National d'Analyse de la Conjoncture », n°20, Avril 2011, Haut Commissariat au Plan du Royaume du Maroc
- « *Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière du mois de mai 2011* », Département Economie et Relations Internationales, Bank Al Maghrib
- « *Budget 2011 : Un déficit maintenu malgré tout à moins de 5% du PIB* », Rabie Baddou, Direction Recherche et Analyse, Attijariwafa Bank Capital Markets



6, rue Annassime, secteur 9, Bloc I  
Hay Riad 10100 - Rabat  
Tel: +212 537 717 082 / +212 537 714 059  
Fax: +212 537 571 183